

## CEPF Final Project Completion Report

*Instructions to grantees: please complete all fields, and respond to all questions, below.*

<b>Organization Legal Name</b>	<i>Cabinet Sami Ben Haj</i>
<b>Project Title</b>	Cartographie des initiatives GIZC, leçons apprises, partage dans trois corridors et deux aires prioritaires clé en Afrique du Nord
<b>CEPF GEM No.</b>	65415
<b>Date of Report</b>	2016/09/14
<b>Report Author</b>	Sami Ben Haj
<b>Author Contact Information</b>	Sami Ben Haj – samibenhaj@yahoo.com

**CEPF Region:** Hotspot du bassin méditerranéen Région Afrique du Nord

**Strategic Direction:** Direction stratégique 1 : Encourager l'implication de la société civile dans la gestion intégrée des zones côtières pour réduire les effets négatifs du développement du littoral dans trois corridors prioritaires (sud-ouest des Balkans; péninsule cyrénaïque et les montagnes, plateaux et zones humides du Tell algérien et de la Tunisie) et dans 20 zones clés pour la biodiversité marine et côtière dans d'autres corridors

**Grant Amount:** 72000 USD

**Project Dates:** 2014/11/01 – 2015/11/30 (avenant)

**1. Implementation Partners for this Project (*list each partner and explain how they were involved in the project*)**

Le **CAR-PAP** a été pourvoyeur d'informations et d'une importante documentation sur les projets et programmes se rapportant à la GIZC en Méditerranée, tout comme la Délégation Europe et International du **Conservatoire du littoral**.

Les rencontres avec les **organisations de la société civile du Maroc, d'Algérie et de Tunisie** bénéficiaires de financement du CEPF, tenues individuellement pour le Maroc et dans le cadre de réunions à mi-parcours pour l'Algérie et la Tunisie ont permis d'établir un bilan sur les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces capitalisées tout le long de la mise en œuvre de leurs projets tout en s'interrogeant sur le rôle de la société civile dans le développement de la gestion intégrée de zones côtière ainsi que les contraintes et les obstacles entravant leur implication effective en tant que partenaires privilégiés des institutions publiques en charge de la gestion de ces territoires.

Pour la **Tunisie**, les OSC qui ont été rencontrées sont les suivants : Notre Grand Bleu, AEDS, AAO, APE HG, ISSTEBC, WWF Tunis, ATIA, ETET, ATPNE Korba, TWCS, RET, AFC.

Deux établissements publics étaient représentés, il s'agit de l'Agence Nationale de Protection de l'Environnement et l'Agence de Protection et d'Aménagement du littoral.

L'ensemble des OSC sont partenaires du CEPF et bénéficiaires de subventions pour la réalisation de projets liés à la gestion d'espaces naturels, à la protection d'espèces et de renforcement de capacités (ATIA).

L'APAL et l'ANPE sont deux établissements sous tutelle du Ministère de l'Environnement impliqués respectivement dans la conservation des espaces côtiers et la protection de l'environnement.

Pour le **Maroc**, deux OSC ont été rencontrées, il s'agit d'AGIR et du GREPOM (partenaires du CEPF). Une visite au Ministère de l'Environnement a également permis de rencontrer l'unité de gestion du projet GIZC soutenu par la Banque Mondiale qui nous a permis de collecter des informations concernant cette initiative concernant la côte Méditerranéenne du Maroc.

En **Algérie**, les OSC rencontrées sont les suivantes : AREA-ED, ANAO, Association Promotion des Femmes Rurales de la Wilaya de Skikda, Université Mustapha Stambouli de Mascara et Laboratoire « Ecologie des systèmes terrestres et aquatiques » de la Faculté des Science d'Annaba ». cette même réunion tenue à Alger a également permis de rencontrer des acteurs institutionnels partenaires des OSC bénéficiaires des financements CEPF (INRAA, circonscription des forêts de Ain Kebira, tous deux partenaires de l'AREA-ED pour le projet « Babor », le Directeur du Parc National de Jurjura, la Conservation des forêts de Mascara partenaire du projet CEPF Université de Mascara. Etaient également présents des représentants du Ministère de l'Environnement et de la DGF ainsi que le point focal FEM en Algérie.

## **2. Conservation Impacts**

### **3. Describe how your project has contributed to the implementation of the CEPF ecosystem profile**

Cette mission est une contribution portant sur l'écosystème méditerranéen :

Le Hotspot du bassin méditerranéen est l'une des régions les plus remarquables de la planète, de par sa grande diversité biologique et ses paysages spectaculaires. Au carrefour de deux masses continentales, l'Eurasie et l'Afrique, il présente des variations topographiques et des changements d'altitudes très marqués – du niveau de la mer à 4165 mètres à l'ouest (Maroc) et 3756 mètres à l'est (Turquie) – cette morphologie étant déterminante pour la biodiversité. La région possède un climat unique, avec des hivers frais et humides et des étés chauds et secs. Les précipitations annuelles varient de 100 millimètres à 3 000 millimètres, ce qui favorise des types de végétation très variés. Troisième Hotspot mondial en termes de diversité floristique, il compte environ 30 000 espèces végétales dont 13 000 sont endémiques ou uniques. De nouvelles espèces sont découvertes chaque année. Le bassin méditerranéen abrite plus de 330 espèces de mammifères, parmi lesquelles 87 sont des mammifères terrestres endémiques au Hotspot, les plus nombreux étant les rongeurs, les musaraignes, les

taupes et les hérissons. Pour ce qui est de l'avifaune, on dénombre 600 espèces, dont 16 endémiques. De nombreux oiseaux migrateurs traversent le bassin méditerranéen, empruntant différentes voies migratoires entre l'Europe et l'Afrique. On distingue 357 espèces de reptiles (dont deux espèces de tortues), parmi lesquelles 170 sont endémiques. Le bassin méditerranéen abrite également 115 espèces d'amphibiens dont 71 sont endémiques. Enfin, les poissons d'eau douce de la région, qui proviennent des riches faunes eurasiennes et africaines, représentent 400 espèces dont 253 sont endémiques. La région tient son nom du mot *Mediterraneum*, qui signifie « mer au milieu des terres ». La partie marine du Hotspot couvre une superficie de 2 500 000 kilomètres carrés. Elle reçoit les influences marines de l'océan Atlantique par l'étroit détroit de Gibraltar, de la mer Noire par les Dardanelles ainsi que de la mer Rouge par le canal artificiel de Suez. Le canal de Sicile divise la mer Méditerranée en deux bassins distincts: la Méditerranée occidentale, plus influencée par l'Atlantique et la Méditerranée orientale. Ces bassins sont relativement déconnectés du fait de la circulation limitée de l'eau entre les deux. Outre ses merveilles biologiques et géographiques, la région recèle des trésors d'histoire et de culture humaine. Elle a abrité des civilisations parmi les plus anciennes du monde, dont le plus vieil État souverain de la planète et la première république constitutionnelle, San Marin, datant de 301 apr. J-C. Les premières civilisations humaines (les anciennes civilisations de la Mésopotamie et de la vallée du Nil) ont commencé à occuper le bassin méditerranéen oriental à partir du 4ème millénaire av. J-C. La mer Méditerranée est progressivement devenue à la fois le cœur de la civilisation occidentale et l'axe principal de circulation des marchandises vers les richesses de l'Orient, du premier millénaire apr. J-C jusqu'à la deuxième moitié du second millénaire apr. J-C. Les habitants de la région parlent de nombreuses langues, l'arabe étant la langue officielle la plus commune.

Le CEPF a engagé son action pour atteindre des objectifs de conservation qui comportent des éléments à la fois thématiques et géographiques, déterminés sur des bases scientifiques. La réalisation de ces objectifs quantitatifs pourra être mesurée tout au long de la mise en œuvre. La biodiversité d'un Hotspot ne saurait être préservée à long terme sans que ces objectifs ne soient atteints ; ils constituent donc un ensemble de cibles prioritaires pour le CEPF. Ils peuvent être définis à trois niveaux – espèces, sites et paysages – liés entre eux sur le plan géographique : les paysages contenant les sites qui eux abritent les espèces. Ils sont aussi liés sur le plan fonctionnel : pour qu'une espèce puisse être préservée, le site qui l'abrite doit être protégé ; les paysages terrestres ou marins doivent continuer à fournir les services écosystémiques, comme l'apport d'eau douce ou la prévention des inondations et des tempêtes, essentiels aux sites et aux espèces. La définition des objectifs de conservation suit une procédure ascendante, qui fixe des objectifs au niveau des espèces, à partir desquels sont développés les objectifs à l'échelle des sites, puis des corridors. Il faut ainsi avoir une connaissance détaillée du statut de conservation de chaque espèce. Le Profil d'écosystème du bassin méditerranéen identifie 555 espèces mondialement menacées selon la définition de la Liste rouge de l'UICN (2008). La stratégie se concentre sur 219 espèces menacées présentes dans les pays éligibles au financement du CEPF. Partant du

fait que la préservation des espèces dépend de celle des habitats, les rédacteurs du profil ont identifié les Zones Clés pour la Biodiversité comme cibles des actions de conservation. Il s'agit de sites importants pour la sauvegarde d'espèces mondialement menacées, d'espèces à aire de répartition limitée, d'assemblages d'espèces spécifiques à certains biomes ou encore de sites exceptionnels de rassemblement d'espèces grégaires. Au total, 1 110 ZCB ont été identifiées dans ce profil, couvrant une superficie de plus de 40,7 millions d'hectares, soit environ 19,5 % de la surface terrestre du Hotspot. Parmi ces sites, 512 contiennent des habitats côtiers et marins. Par ailleurs, 17 corridors de biodiversité prioritaires ont été identifiés, comprenant 435 zones clés pour la biodiversité. Ces corridors sont essentiels à la protection des circulations et des liens nécessaires aux espèces menacées, en particulier pour leur adaptation à long terme aux changements climatiques. Les corridors sont indispensables à la résilience des écosystèmes et leur permettent de fournir des services essentiels aux communautés naturelles et humaines. Ils revêtent une importance primordiale pour les résultats de conservation à long terme.

La mission s'inscrit dans le cadre de la direction stratégique 1 et la priorité d'investissement 1.1

Direction stratégique 1. Encourager l'implication de la société civile dans la gestion intégrée des zones côtières pour réduire les effets négatifs du développement du littoral dans trois corridors prioritaires (sud-ouest des Balkans; péninsule cyrénaïque et les montagnes, plateaux et zones humides du Tell algérien et de la Tunisie) et dans 20 zones clés pour la biodiversité marine et côtière dans d'autres corridors

Priorité d'investissement 1.1 Appui à l'implication de la société civile dans le développement et la mise en œuvre de la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) et l'adoption des meilleures pratiques pour l'intégration de la conservation de la nature dans le secteur du tourisme

Le projet a permis de disposer d'une cartographie des initiatives GIZC en Afrique du Nord, mises en œuvre et en cours, d'en établir les fiches synthétiques.

Il a également permis une analyse des forces, des faiblesses, des impacts et de la durabilité de ces initiatives, puis des causes entravant la viabilité des démarches entreprises jusqu'ici.

L'analyse a également focalisé sur le niveau de participation des OSC dans ces projets tout le long des étapes entreprises :

- identification des projets
- planification
- mise en œuvre

- suivi

Des recommandations ont été émises pour garantir la durabilité et l'efficacité de la GIZC dans les pays d'Afrique du Nord, ces recommandations sont d'ordre institutionnel et organisationnel, juridique et technique. Elles visent notamment la reconnaissance des OSC comme partenaires privilégiés des institutions publiques pour l'établissement de stratégies, de plans d'action et pour la mise en œuvre de la GIZC sur les territoires côtiers.

Il est enfin proposé des orientations pour le renforcement des capacités des acteurs de la société civile aussi bien au plan institutionnel que technique en vue d'une meilleure implication dans la GIZC au niveau local. Une meilleure connaissance des enjeux de la participation et de l'implication des OSC dans les démarches GIZC, la définition d'une stratégie et d'un plan d'action sont cruciaux : ils permettront de renforcer les OSC dans le cadre d'initiatives concrètes les engageant et dédiées à la conservation de la diversité biologique. Il a été démontré et admis que la gestion participative de territoires présentant des enjeux majeurs de conservation est une garantie de durabilité, certes plus complexe mais perceptiblement plus importante qu'une gestion régaliennne, « parachutée » par les instances et les projets qui se succèdent. Les OSC constituent l'ancrage local par excellence. Bien structurées, organisées et compétentes, elles peuvent constituer à la fois la mémoire locale et des structures de pression à même de faire admettre aux gestionnaires et aux autres groupes d'acteurs l'intérêt de l'adoption d'une démarche de gestion durable et celui de l'adoption des principes participatifs de la GIZC. La société civile constitue un trait d'union entre les résidents et usagers d'une part et l'administration d'autre part ; l'administration qui est bien souvent le gestionnaire formel des espaces naturels qui constituait jusqu'ici l'unique acteur de la planification et de mise en œuvre de la gestion des territoires, la gestion régaliennne et unilatérale a montré ses limites du fait des prérogatives et parfois des compétences limitées de l'administration, de la rigidité dans le fonctionnement des systèmes administratifs et souvent de l'inadéquation entre les enjeux de conservation et des aspirations locales au développement. La GIZC pourrait s'appuyer sur une plateforme multi-acteurs (comités de gestion, comités locaux, comités consultatifs, partenaires de chartes ou de contrats de territoire) où le rôle et les prérogatives des OSC renforcés. L'initiation d'une telle démarche basée sur des principes de démocratie locale, permettra de changer progressivement les mentalités et les rapports jusqu'ici « de manière directive » unilatéraux entre administration et population et de tendre vers des processus de cogestion faisant nettement valoir une intelligence collective plutôt qu'une gestion strictement technique. Et enfin dans un contexte de restrictions budgétaires qui interdit bien souvent à l'administration de recruter suffisamment de gestionnaires pour mener à bien leurs objectifs de gestion, l'appui des OSC, plus souples dans leurs gestions et qui peuvent mobiliser des membres bénévoles et engagés peuvent être d'un grand secours pour les gestionnaires à travers, in fine la mise en place de dispositifs de cogestion. La promotion des démarches et des dispositifs GIZC incluant la société civile peut, si les résultats réels sont probants et efficaces, peut contribuer à la création d'une tradition de gestion réellement participative des espaces naturels, de la biodiversité et

des ressources naturelles aux niveaux local, régional, national et plus généralement en Afrique du Nord.

Un guide a été réalisé au bénéfice des acteurs de la GIZC, ce guide devrait permettre d'améliorer les chances de réussite et d'assurer la viabilité d'une gestion durable des zones côtières s'appuyant sur une démarche collective au sein de laquelle les OSC seront mieux impliquées.

#### **4. Summarize the overall results/impact of your project**

Le projet a permis de capitaliser les leçons apprises en matière de GIZC dans les pays d'Afrique du Nord, pour les mettre à la disposition du CEPF et de ses partenaires un diagnostic de la situation de la GIZC en Afrique du Nord sur la base d'une analyse de projets et initiatives engagées dans cette sous-région, d'évaluer l'efficacité, la durabilité et l'efficacité de ces projets ainsi que l'implication de la société civile dans ces démarches. Des recommandations ont été émises pour une optimisation de la GIZC et de sa gouvernance.

Un guide à l'intention des OSC a été élaboré en vue d'une meilleure opérationnalisation de la GIZC au niveau local.

Une large diffusion des éléments analytiques, des recommandations et du guide auprès de l'ensemble des acteurs y compris les OSC permettra de contribuer à la mise en œuvre effective de la GIZC au niveau local dans les pays d'Afrique du Nord. Cette diffusion en soi servira de support pour des discussions/lobbying auprès des autorités et des autres acteurs pour promouvoir une démarche efficace et durable de la GIZC. D'autre part et concernant le guide, l'intérêt résidera à l'utiliser comme support à des exercices de planification GIZC au niveau local à mettre en œuvre sur les sites qui feront l'objet d'initiatives et de projets portés par le CEPF ou d'autres acteurs régionaux, nationaux ou locaux, ce qui permettra une compréhension de la démarche, son apprentissage et enfin son appropriation par les acteurs, car un guide n'a de valeur que s'il est utilisé comme support à un exercice effectif.

#### **Planned Long-term Impacts - 3+ years (as stated in the approved proposal)**

*List each long-term impact from Grant Writer proposal*

La société civile est mieux impliquée dans la gestion intégrée des zones côtières afin de réduire les effets négatifs du développement du littoral dans trois corridors prioritaires...

#### **5. Actual progress toward long-term impacts at completion**

Les OSC des pays du Maghreb riverains de la Méditerranée disposeront après diffusion par le CEPF de documents leur permettant d'envisager une meilleure intégration dans les dispositifs pragmatiques, efficaces et durables de gestion intégrée des zones côtières aux côtés et en partenariat avec les autres acteurs institutionnels et non institutionnels.

Cette intégration permettra un meilleur ancrage et une meilleure appropriation de telles démarches au niveau local.

La diffusion de ces éléments peut se faire sur le site du CEPF, de ses partenaires et des bénéficiaires. Toutefois il est nécessaire pour un plaidoyer plus efficace que ces éléments servent de support écrit à utiliser dans opérations de sensibilisation des décideurs aux niveaux national et local.

**Planned Short-term Impacts - 1 to 3 years (as stated in the approved proposal)**

*List each short-term impact from Grant Writer proposal*

Les organisations de la société civile concernées par les GIZC ont été identifiées et leurs besoins en renforcement de capacités sont définis en vue d'assurer leur meilleure implication et participation dans les initiatives GIZC

Les leçons apprises des initiatives GIZC sont tirées et partagées et prise en considération dans les futures démarches GIZC dans les zones clefs

**6. Actual progress toward short-term impacts at completion**

19 OSC ont été identifiées et rencontrées (12 en Tunisie, 2 au Maroc et 5 en Algérie). Toutes sont impliquées dans des projets financés par le CEPF et actives dans des démarches de gestion intégrée, pour la plupart sur des sites côtiers. Toutefois leur implication dans des modes de gestion intégrée nécessite des ajustements de fonds qui concernent l'ensemble des acteurs de la GIZC au niveau national et local ainsi que le renforcement des capacités des acteurs de manière générale et plus particulièrement des OSC.

Les recommandations émanant du projet sont les suivantes :

**Accroître la prise de responsabilités et la participation des organisations non gouvernementales locales.**

La prise de responsabilités et la participation des ONG locales dans les démarches GIZC et dans la mise en œuvre des programmes et plans d'actions devrait être un objectif clé ainsi qu'un instrument pour améliorer les résultats en matière de gestion durable des zones côtières et pour l'adoption des principes de la GIZC.

Les leviers de la bonne gestion durable et la gouvernance des enjeux environnementaux au niveau des zones côtières passe à travers un meilleur partenariat public-privé comprenant notamment la reconnaissance du rôle de la société civile locale. ;e ; la qualité de la gouvernance et du fonctionnement du dispositif de gestion partenarial a une influence directe sur la gestion durable des sites concernés.

Du fait de la faible représentation voire l'absence des organisations des citoyens et des autres parties prenantes non gouvernementales peu et/ou non impliqué dans les démarches GIZC, à divers degrés, les stratégies, plan d'action et programmes GIZC n'ont pas permis des consultations à des échelles acceptables pour débattre les questions clés liées au devenir des sites côtiers.

### **Renforcer la légitimité des ONGs en vue d'une meilleure implication dans la GIZC :**

Il est important que les ONG soient vraiment représentatives des communautés et des groupes locaux concernés et soient dotées d'une certaine légitimité. Ceci permettrait à ces organisations de jouer leur plein rôle au sein dans les démarches GIZC. Les ONG nationales et/ou internationales pourraient aider à travers des activités de renforcement des capacités et d'appui à l'identification et la mise en œuvre de petits projets/actions en lien avec les stratégies et les plans d'actions de GIZC

Souvent les ONG locales peuvent intervenir dans la communication et la sensibilisation à la gestion environnementale auprès du large public, dans la mobilisation citoyenne, dans des actions de contrôle de fiabilité des informations recueillies et faire des vérifications indépendantes des résultats apportés... Il serait alors très utiles de leurs confier un rôle plus important dans ces domaines.

### **Une nécessaire gouvernance collective et pérenne de la GIZC au niveau local :**

Pour une meilleure appropriation et une implication collective et effective des acteurs locaux, notamment les OSC, il est nécessaire qu'à toutes les étapes (stratégie, planification, mise en œuvre et suivi), ils soient associés, et que ces acteurs puissent disposer de plateformes qui les rassemblent durablement et non pas uniquement dans le cadre de projets ponctuels.

Ceci permettrait notamment d'assurer une continuité et une synchronisation en adéquation avec la ou les stratégies locales et de guider les projets à mettre en œuvre afin d'aboutir à la vision partagée visée.

### **Vers une implication plus opérationnelle des organisations de la société civile dans les démarches GIZC :**

En faisant une analyse sur les expériences GIZC au niveau des pays concernés, surtout les aspects en rapport avec l'implication des organisations non gouvernementales dans les démarches GIZC, nous pouvons déduire que la participation de ces dernières s'est parfois limitée à une simple consultation lors de l'identification et de la formulation des programmes et plans d'action. Les ONG ont été sous représentées et leurs pouvoirs sont faibles pour pouvoir influencer les choix et les décisions.

De plus le caractère des travaux et des programmes qui ont été dominés par des aspects scientifiques ont rendu sélective la participation des ONG. Sans pouvoir se substituer aux rôles des institutions publiques, la société civile pourrait jouer un rôle important lors des étapes successives d'élaboration et de mise en œuvre des stratégies et des plans d'action GIZC.

### **Bien pratiquer la GIZC en rompant avec les modes de gestion centralisés et sectoriels**

La gestion centralisée et sectorielle devrait prendre fin grâce à la GIZC . De plus l'exclusivité ne devra plus désormais incomber aux seuls gestionnaires « publics et/ou gouvernementaux » car ce mode gestion a démontré ses limites. « Fédérer les acteurs locaux gouvernementaux et non gouvernementaux autour d'enjeux partagés de gestion du territoire côtier afin de prendre des rôles et des attributions complémentaires

permettrait une réalisation plus efficace d'objectifs différents mais compatibles ». Cette approche s'avère une piste intéressante à poursuivre et à améliorer en vue d'une gestion durable des espaces côtiers autour d'un patrimoine commun.

La démarche doit « promouvoir un engagement collectif » :

- en mobilisant les forces vives du territoire : les représentants de l'Etat, les élus, les acteurs économiques, les usagers, les bénévoles, les ONG ;
- en partageant la connaissance des uns et des autres en vue d'une construction collective ;
- en se dotant d'une instance territoriale formelle ou non issue des personnes mobilisées, porteuses du projet en se dotant d'un mode de gestion locale qui assure la participation des différents acteurs à la fois à la réflexion, aux propositions, aux décisions et à la mise en œuvre des actions;
- en faisant adhérer les partenaires, et la population au projet et à sa mise en œuvre ;
- en associant la population de façon régulière et multiple au déroulement du projet.

Elle doit également accorder une importance cruciale à l'accompagnement des acteurs et à l'apprentissage, mais aussi pour résoudre la question cruciale des ressources et modes de financement.

#### **Penser globalement et agir localement :**

La GIZC est un outil d'intégration des objectifs de développement durable à différents échelles de temporelles et spatiales, elle est plus fructueuse lorsque les stratégies nationales et/ou régionales sont concrétisées au niveau des territoires délimités ou les « forces vives du territoire » sont mobilisés en vue développer une vision commune partagée et un référentiel commun émanant du niveau local.

#### **Résoudre la question liée au financement des plan d'action et stratégie GIZC:**

Plusieurs stratégies et plans d'action issues d'un important effort de mobilisation des acteurs territoriaux, gouvernementaux et non gouvernementaux ne sont pas concrétisés sur le terrain du fait de l'inexistence des mécanismes de financement appropriés et durables. Les subventions et les encouragements dispensés par les acteurs internationaux (bailleurs de fonds) sont destinés essentiellement à améliorer l'appropriation de la démarche par les acteurs nationaux et territoriaux et non pas pour mettre en œuvre des stratégies et des plans d'action de GIZC. Avec les limites des financements publics nationaux, et les financements qui sont limités dans le temps et sans aucune continuité, on ne peut pas maintenir, faute de concret, l'attractivité et la mobilisation nécessaire des acteurs territoriaux.

**Les plates-formes multi-acteurs et les projets collaboratifs de mise en œuvre des plans d'actions issus des démarches GIZC permettent de renforcer le dialogue et la**

### **collaboration entre les acteurs territoriaux et d'améliorer la légitimité des organisations non gouvernementale dans la GIZC :**

La consultation et les échanges au niveau local sont d'une importance capitale. Le dialogue et la concertation permettent de créer l'intérêt et les compromis autour des objectifs communs et partagés. Ceci permet d'assurer une meilleure implication des acteurs dans la GIZC.

Cependant ces échanges devraient se faire dans un cadre approprié permettant de rassembler/réunir des acteurs institutionnels, privés, associatifs, ...Faute d'un cadre pouvant réunir tous ces acteurs au niveau local au niveau des pays, il sera opportun d'initier dans le cadre des projets des plates-formes multi acteurs dédiées à la formulation puis à la mise en œuvre des stratégies et plan d'action GIZC au niveau territorial. Il sera également intéressant que des plans d'action multi acteurs soient financés avec l'exigence que la mise en œuvre soit collaborative entre des acteurs institutionnels gouvernementaux et des acteurs de la société civile. Ce type d'initiative permettra d'équilibrer les rôles des uns et des autres. Il permettrait de :

- Renforcer la qualité du dialogue et de la cohésion entre les acteurs du territoire
- Le niveau de représentativité des ONG, leurs légitimités dans la représentation des intérêts des acteurs du territoire
- D'améliorer le dialogue avec les opérateurs économiques qui n'ont ni la même sensibilité environnementale, ni les mêmes priorités et agendas

### **Aider les pays à établir des stratégies nationales GIZC et les appuyers dans leurs projets d'amélioration institutionnelle et réglementaire**

L'adoption et l'appropriation du protocole GIZC par les pays signataires doit se refléter au niveau des mesures à entreprendre en vue d'adapter les textes de lois et les cadres institutionnels aux exigences de la GIZC. Pour les pays qui ont déjà entamé les changements institutionnels et juridiques, un accompagnement à la mise en application à travers l'élaboration des stratégies et/ou plan d'action et leurs mises en œuvre est d'un intérêt capital pour ancrer les principes de la GIZC et ses bonnes pratiques et pour développer l'expertise nécessaire au niveau national en vue d'une mise en œuvre adaptée sur les territoires côtiers

### **Mieux articuler entre le niveau local et le niveau central en vue d'une meilleure efficacité des interventions et collaboration avec les partenaires internationaux**

La gestion intégrée des zones côtières suppose une meilleure articulation entre le niveau local et le niveau central lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans d'action et des stratégies GIZC.

Il exige la mise en œuvre des mécanismes de concertations et d'échanges entre le niveau central et les autres niveaux décentralisés « niveau territoire » en vue de mieux orchestrer les financements et leur mise en œuvre, les négociations avec les divers autres acteurs concernés notamment les organisations de coopération et les bailleurs (bilatéraux et multilatéraux) et de faciliter les échanges d'informations entre ses divers acteurs concernés.

Il nécessite l'élaboration participative des stratégies nationales intégratrices et fédératrices très largement communiqués qui devraient servir de cadre de référence pour les plans et stratégies de gestion intégrée des zones côtières à élaborer au niveau territorial.

Un organe national de gestion et de pilotage de la gestion intégrée des zones côtières au niveau des pays dont le rôle est de veiller à la cohérence entre les stratégies locales territoriales avec celle du niveau national, faciliter la mise en œuvre et d'aider à la recherche des financements.

### **Encourager le parrainage des associations locales de proximité par les associations nationales/internationales aux capacités avérées ainsi que le réseautage.**

Les associations nationales/internationales disposant de compétences organisationnelles et techniques pourraient agir en complémentarité et en synergie avec leurs homologues locaux disposant d'une meilleure connaissance du contexte local, ayant plus de légitimité envers les acteurs locaux et bénéficiant de la proximité.

Cette complémentarité pourrait profiter à la démarche et aux initiatives GIZC moyennant la mobilisations d'autres compétences, la mise en place de réseaux d'échanges d'expériences et d'informations sur la gestion intégrée des zones côtières, des mobilisations plus élargies du bénévolat, de plaidoyers etc..

### **La nécessité d'un accompagnement**

Les associations locales dont le rôle a été démontré dans les démarches GIZC, manquent de compétences aux plans technique et organisationnel. Elles ont besoin d'un accompagnement ciblant le renforcement de leurs capacités dans les domaines de l'organisation interne, de la communication avec l'environnement externe, dans la mise en œuvre des plans d'actions et des programmes ainsi que dans le domaine de suivi évaluation et d'échange d'information.

### **Favoriser les initiatives appuyant la mobilisation de l'ensemble des acteurs locaux**

Un accompagnement des OSC pour faire face aux défis de la durabilité est nécessaire et doit également impliquer fortement les administrations, les usagers et les autres acteurs. Une réelle assise juridique et des textes d'application en faveur de la décentralisation et la participation sont également nécessaires afin de légitimer et d'envisager la durabilité de ces initiatives.

Des projets pilotes devront être expérimentés réunissant un ensemble d'acteurs et non pas une partie ou une autre afin de faire tendre les démarches GIZC actuelles vers des initiatives multi partenariales prenant en compte non seulement des aspects techniques mais aussi la gouvernance. De tels projets pourraient être testés dans la gestion d'aires protégées où l'approche partenariale est encore timide et où les comités locaux de gestion sont en veilleuse en vue de tendre vers une cogestion exemplaire.

**7. Describe the success or challenges of the project toward achieving its short-term and long-term impact objectives**

Le projet a permis de capitaliser les résultats d'initiatives GIZC mises en œuvre en Afrique du Nord, d'analyser les acquis, les acteurs, les contraintes et les difficultés liées à ces démarches.

Il a également permis d'émettre des orientations et des pistes à creuser pour surmonter les difficultés identifiées et qui interdisent encore l'établissement de démarches GIZC efficaces s'inscrivant dans la durée que ce soit au niveau central que local. Ces orientations ont notamment focalisé sur l'implication des OSC, comme acteurs majeurs inégalement valorisés dans la GIZC.

Un guide a été produit dans ce sens, ce guide expose étape par étape, les actions et les activités à mener par les acteurs locaux incluant institutions publiques et OSC afin d'aboutir à des dispositifs GIZC opérationnels et durables au niveau local.

Le projet a notamment mis le doigt sur les gaps identifiés dans le cadre des initiatives existantes et qui constituent une contrainte pour le développement efficace, efficient et dans la durée de la GIZC dans ces pays : les principales lacunes identifiées concernent l'absence d'ancrage institutionnel clairement défini, outillé qui puisse mettre en œuvre des objectifs stratégiques – ces objectifs stratégiques ne sont d'ailleurs pas définis pour l'ensemble des pays

**8. Were there any unexpected impacts (positive or negative)?**

n/a

**Project Components and Products/Deliverables**

**Component 1 (as stated in the approved proposal)**

*List each component and product/deliverable from Grant Writer*

Réalisation d'une cartographie des initiatives de GIZC dans les corridors et les ZCB prioritaires pour le CEPF en Afrique du Nord (Libye, Tunisie, Algérie et Maroc) à travers le diagnostic et l'étude rétrospective des initiatives précédentes et en cours

**9. Describe the results from Component 1 and each product/deliverable**

**1. Etat de l'art des initiatives GIZC dans les pays d'Afrique du Nord.**

Il a été réalisé sur la base de la bibliographie collectée sur internet, des documents recueillis auprès du CAR-PAP, du Conservatoire du littoral, du CAR-ASP.

Ces éléments bibliographiques ont été complétés par un recueil de documents stratégiques, et d'autres plus opérationnels notamment les projets se rapportant à la Tunisie, au Maroc et à l'Algérie.

Les experts ont également utilisé les informations issues de projets auxquels ils ont participé en Tunisie, en Algérie et au Maroc. Ceci a permis de suivre dans le temps l'évolution de la GIZC en termes d'ancrage et de projets dans ces pays.

Au total, 16 projets et initiatives GIZC ont été étudiées : 5 en Algérie, 5 au Maroc et 6 en Tunisie

## 2. Identification et catégorisation des Initiatives GIZC

La catégorisation des initiatives GIZC a été effectuée sur la base des informations recueillies puis analysées dans les documents de projets recueillis pour effectuer l'état de l'art. Ont été prises en considération, les informations liées à la consistance des projets et initiatives en rapport avec la gouvernance, et principalement l'ancrage institutionnel au niveau central et au niveau local, les financements et les sources de financement, les bénéficiaires, les partenariats, le niveau d'implication des acteurs non institutionnels, principalement les OSC. L'intégration des démarches et initiatives GIZC entreprises à ce jour dans la planification régionale et locale. L'efficacité et l'efficience des démarches au niveau local.

## 3. Evaluation des forces et des faiblesses de la GIZC au plan technique, institutionnel et méthodologique et du niveau de participation et d'implication des OSC

Au delà de l'analyse issue de la revue de la littérature, des informations complémentaires et cruciales ont pu émerger à partir de réunions et d'entretiens effectués auprès d'acteurs impliqués dans la GIZC, notamment les OSC bénéficiaires de financements auprès du CEPF.

Des contacts et des échanges directs ont ainsi pu avoir lieu à travers 1) les réunions à mi-parcours des acteurs bénéficiaires de fonds CEPF en Algérie et en Tunisie, 2) des entretiens directs effectués auprès de l'association AGIR lors du lancement de leur projet CEPF à Nador et du GREPOM dont le directeur exécutif a été rencontré lors du symposium dédié aux oiseaux marins à Hammamet en Tunisie.

Un entretien direct a été effectué avec l'équipe du projet GIZC co-financé par la Banque Mondiale à Rabat (dans leurs bureaux au sein du Ministère en charge de l'environnement).

Des entretiens directs ont également été effectués avec le WWF Tunis, acteur principal dans le cadre du projet GIZC SMAP qui a porté sur la région nord de la Tunisie (Khroumirie Mogods) et du président du Groupement de Développement Agricole de Khorgalia, situé en périphérie du littoral Nord de la Tunisie.

L'ensemble des informations collectées dans le cadre de ces entretiens et réunions ont permis de tirer des enseignements cruciaux sur le mode fonctionnement de la GIZC ainsi que les forces et les faiblesses des démarches au plan technique, institutionnel et méthodologique, et d'évaluer le niveau de participation et d'implication des OSC.

4. Les leçons issues des initiatives GIZC au niveau des quatre pays concernés ont été tirées et synthétisées

Les enseignements tirés auprès des OSC dans le cadre de réunions et entretiens individuels ont été complétés et affinés grâce à de nouvelles analyses collectées au niveau du meeting organisé par le CEPF au Montenegro ainsi que la participation des deux consultants aux ateliers concomitants dédiés à la GIZC, organisés respectivement par le Conservatoire du littoral et le CAR-PAP d'une part et le Plan Bleu d'autre part à Antibes en septembre 2015. Ces ateliers internationaux ont permis d'identifier les barrières à lever pour une GIZC efficiente et durable sur les côtes de Méditerranée et d'Europe.

Les documents renseignant les quatre résultats attendus ont été consignés dans un même rapport.

**Component 2 (as stated in the approved proposal)**

*List each component and product/deliverable from Grant Writer*

Capitalisation des enseignements tirés en vue de l'amélioration de l'efficacité des initiatives GIZC et plus particulièrement pour une implication plus efficiente des OSC

**10. Describe the results from Component 2 and each product/deliverable**

Un guide méthodologique a été élaboré en vue de favoriser l'implication des acteurs locaux dans la gestion intégrée des zones côtières

Ce guide a pour objectif d'initier une culture et d'améliorer les pratiques axées sur la participation des acteurs locaux dans la gestion intégrée des zones côtières et de renforcer les capacités en matière de planification territoriale stratégique et de mise en œuvre.

Le guide permettra aux acteurs potentiels et effectifs de la GIZC :

- Une compréhension des processus méthodologiques, des démarches à adopter et des principes directeurs régissant la mobilisation des acteurs en vue de la gestion intégrée des zones côtières.
- Une connaissance des dispositifs à mettre en place pour la gestion partenariale de ces espaces

Il permettra également :

- De faire le lien entre les défis à affronter et les réponses apportées par gestion intégrée des zones côtières
- De mettre à la disposition des lecteurs des éléments pratiques et faciles à mettre en œuvre pour une mise en œuvre efficace de plans d'actions concrets.

Le but final de ce guide est de contribuer à assoir des changements de comportement dans la gouvernance des territoires côtiers en faveur d'une gestion intégrée des zones côtières (GIZC) et une contribution effective des acteurs, notamment les organisations de la société civile dans la concrétisation des stratégies et des plans d'actions intégrés.

**11. If you did not complete any component or deliverable, how did this affect the overall impact of the project?**

Les OSC rencontrées sont conscientes de la valeur ajoutée que pourrait constituer leur mobilisation et leur intervention dans la GIZC, elles sont également conscientes des lacunes à combler en termes de capacités techniques, organisationnelles et financières.

Toutefois, il est important de rappeler que la mise en place d'une GIZC efficace, efficiente et qui s'inscrit dans le temps, ne concerne pas uniquement les OSC mais également et surtout les institutions publiques en charge de l'environnement et du développement durable, notamment les instances principalement nationales en charge de l'administration et de la gestion des aires protégées, hauts lieux d'intérêt pour la biodiversité côtière.

Dans ce sens, les ateliers de restitution, planifiés dans le cadre de ce projet mais non réalisés devront impliquer des autorités nationales, voire méditerranéennes et servir de support pour communiquer sur les principales conclusions issues du projet et faire valoir en vue de leur adaptation au niveau de chaque pays les recommandations méthodologiques et le guide GIZC conçu dans le cadre de cette mission. Ces ateliers auront comme autre objectif un plaidoyer pour faire face aux enjeux liés à la légitimité de la GIZC et à son ancrage formel aux échelles nationales et locales, aux dispositifs de gouvernance à mettre en place et aux modes de fonctionnement nécessaires à l'opérationnalisation de la GIZC.

Un appui formel et une présence du CEPF et de ses partenaires techniques à ces événements sont nécessaires auprès des instances nationales concernées. Cette démarche permettra de restituer des éléments stratégiques pour l'essentiel qui ne peuvent être traités dans des ateliers qui ne rassemblent que des partenaires techniques.

**12. Please describe and submit any tools, products, or methodologies that resulted from this project or contributed to the results**

Les produits issus de la mission ont découlé d'une capitalisation des enseignements tirés des expériences GIZC qui ont eu lieu en Afrique du Nord, complétés des informations collectées lors d'entretiens semi-structurés des acteurs institutionnels et non-institutionnels qui ont été impliqués dans la GIZC et des OSC bénéficiaires de fonds alloués par le CEPF et enfin par les expériences des consultants sur les mêmes zones en matière de projets participatifs, de développement territorial, de planification territoriale et de GIZC.

Le guide à l'usage de la GIZC a été développé selon une méthodologie inspirée de la méthode « Imagine » développée par le Plan Bleu et des méthodologies couramment adoptées en vue des projets de développement territorial, notamment la planification territoriale stratégique qui permet après une cartographie et l'analyse des acteurs, le développement collectif d'un diagnostic, d'une vision, d'une stratégie et d'un plan d'action ; la valorisation de l'intelligence collective étant indispensable à l'appropriation des stratégies et des plans d'action par les acteurs locaux et à initier une opérationnalisation des orientations stratégiques convenue par l'assemblée des acteurs impliqués dans le processus.

Deux livrables ont été transmis : Cartographie des expériences GIZC en Afrique du Nord et un Guide pour l'implication des acteurs locaux dans la Gestion Intégrée des Zones Côtières en Afrique du Nord (en français et sa traduction en arabe)

**CEPF Global Monitoring Data**

Respond to the questions and complete the tables below. If a question is not relevant to your project, please make an entry of 0 (zero) or n/a (not applicable).

**13. Did your organization complete the CEPF Civil Society Tracking Tool (CSTT) at the beginning and end of your project? (Please be sure to submit the final CSTT tool to CEPF if you haven't already done so.)**

	Date	Composite Score
Baseline CSTT		n/a
Final CSTT		n/a

**14. List any vulnerable, endangered, or critically endangered species conserved due to your project**

n/a

**Hectares Under Improved Management**

Project Results	Hectares*	Comments
<b>15. Did your project strengthen the management of an existing</b>	n/a	<i>List the name of each protected area</i>

<b>protected area?</b>		
<b>16. Did your project create a new protected area or expand an existing protected area?</b>	n/a	List the name of each protected area, the date of proclamation, and the type of proclamation (e.g., legal declaration, community agreement, stewardship agreement)
<b>17. Did your project strengthen the management of a key biodiversity area named in the CEPF Ecosystem Profile (hectares may be the same as questions above)</b>	n/a	List the name of each key biodiversity area
<b>18. Did your project improve the management of a production landscape for biodiversity conservation</b>	n/a	List the name or describe the location of the production landscape

\* Include total hectares from project inception to completion

**19. In relation to the two questions above on protected areas, did your project complete a Management Effectiveness Tracking Tool (METT), or facilitate the completion of a METT by protected area authorities? If so, complete the table below. (Note that there will often be more than one METT for an individual protected area.)**

Protected area	Date of METT	Composite METT Score	Date of METT	Composite METT Score	Date of METT	Composite METT Score
n/a						
n/a						
n/a						
n/a						

**20. List the name of any corridor (named in the Ecosystem Profile) in which you worked and how you contributed to its improved management, if applicable.**

**Direct Beneficiaries: Training and Education**

Did your project provide training or education for . . .	Male	Female	Total	Brief Description
<b>21. Adults for community leadership or resource management positions</b>				n/a
<b>22. Adults for livelihoods or increased income</b>				n/a
<b>23. School-aged children</b>				n/a
<b>24. Other</b>				n/a

**25. List the name and approximate population size of any “community” that benefited from the project.**

*Community name, surrounding district, surrounding province, country*

*Population size*

## 26. Socioeconomic Benefits to Target Communities

Based on the list of communities above, write the name of the communities in the left column below. In the subsequent columns under Community Characteristics and Nature of Socioeconomic Benefit, place an X in all relevant boxes.

Community Name	Community Characteristics								Nature of Socioeconomic Benefit												
	Small landowners	Subsistence economy	Indigenous/ ethnic peoples	Pastoralists / nomadic peoples	Recent migrants	Urban communities	Communities falling below the poverty line	Other	Increased income due to:				Increased food security due to the adoption of sustainable fishing, hunting, or agricultural practices	More secure access to water resources	Improved tenure in land or other natural resource due to titling, reduction of colonization, etc.	Reduced risk of natural disasters (fires, landslides, flooding, etc)	More secure sources of energy	Increased access to public services, such as education, health, or credit	Improved use of traditional knowledge for environmental management	More participatory decision-making due to strengthened civil society and governance	Other
									Adoption of sustainable natural resources management practices	Ecotourism revenues	Park management activities	Payment for environmental services									

If you marked “Other”, please provide detail on the nature of the Community Characteristic and Socioeconomic Benefit:

## Lessons Learned

### **27. Describe any lessons learned during the design and implementation of the project, as well as any related to organizational development and capacity building. Consider lessons that would inform projects designed or implemented by your organization or others, as well as lessons that might be considered by the global conservation community**

Une autre approche méthodologique aurait pu améliorer les résultats de ce projet à travers l'organisation d'assises réunissant, les acteurs nationaux et locaux de la GIZC, incluant les OSC qui n'ont eu jusqu'ici qu'un rôle marginal dans les démarches et projets entrepris dans les pays d'Afrique du Nord ainsi que les partenaires régionaux et nationaux.

Ces assises aurait permis à l'ensemble des acteurs :

- de partager et mettre à la disposition du projet les informations sur les différents projets et initiatives GIZC passées et à venir et d'évaluer collectivement ces expériences
- de disposer d'une analyse collective par rapport à la GIZC de manière générale et d'identifier clairement sur la base des différents avis exprimés les contraintes et les pistes à suivre pour l'adoption de la GIZC comme principe fondamental dans la gestion locale des espaces côtiers

Une telle démarche aurait ainsi pu aboutir à une analyse et des recommandations appropriées par la totalité des acteurs assurant une meilleure légitimité aux différents rendus auprès des décideurs, des partenaires extérieurs et des acteurs locaux.

### **28. Project Design Process (*aspects of the project design that contributed to its success/shortcomings*)**

Le projet a été conçu de manière logique : il s'est appuyé sur une collecte d'informations à partir de la bibliographie, et à partir d'échanges avec les acteurs institutionnels et non institutionnels impliqués directement ou potentiellement dans les démarches de gestion intégrée et plus particulièrement dans la GIZC et enfin sur les expériences capitalisées par les consultants dans le cadre d'autres missions liées à la participation des acteurs dans la gestion environnementale intégrée.

### **29. Project Implementation (*aspects of the project execution that contributed to its success/shortcomings*)**

Le projet a pu être réalisé grâce notamment à :

- La disponibilité des informations d'origine bibliographique relative aux projets et initiatives GIZC et assimilés en Afrique du Nord
- La revue de la littérature disponible dédiée à l'analyse de la GIZC comme démarche innovante pour le développement durable des zones côtières, cette littérature traite des opportunités de la GIZC et ses principales contraintes
- La connaissance des experts relative à la GIZC, aux pays d'Afrique du Nord, et aux OSC d'Afrique du Nord, de leur connaissance des aspects institutionnels, organisationnels, des barrières à lever pour rendre des démarches GIZC opérationnelles et durables au niveau local.

- La disponibilité des OSC bénéficiaires de fonds CEPF et leur apport d'informations pertinentes tant en ce qui concerne leurs capacités que leurs rapports aux autres acteurs de manière générale et aux acteurs de la GIZC en particulier
- La participation des experts aux réunions à mi-parcours des acteurs bénéficiaires des fonds attribués par le CEPF
- La participation des experts au séminaire organisé dans le cadre du Coast Day qui a été l'occasion pour eux de participer à des brainstormings dédiés à la GIZC et à la co-construction des territoires
- La participation d'un des experts à la réunion du CEPF qui a eu lieu au Montenegro
- La maîtrise des méthodologies dédiées à l'établissement des GIZC, ainsi que celles dédiées au développement territorial qui a permis d'établir le guide
- Le suivi rapproché et des contributions aux différentes initiatives notamment au projet Notre Grand Bleu intéressant la région de Kuriat/Baie de Monastir et co-financé par le CEPF qui a permis de suivre l'évolution d'une démarche naissante GIZC et d'en comprendre les étapes, les contraintes et les opportunités offertes comme exemple concret.

### **30. Describe any other lessons learned relevant to the conservation community**

Une nouvelle approche d'appui à la conservation a favorisé durant la période du projet une meilleure implication des OSC dans la gestion environnementale des territoires côtiers. Le CEPF, mais également d'autres initiatives comme le PPI-OSCAN ou d'autres menées notamment par le WWF viennent porter appui aux OSC. Toutefois, si ces initiatives portent des fruits dans les actions menées par les OSC pour la protection de l'environnement, la démarche GIZC au sens d'une contribution multi partenariale demeure cloisonnée, puisque si schématiquement les initiatives GIZC historiques ont été mises en place au bénéfice des institutions publiques, les dernières sont venues rétablir un équilibre en appuyant principalement les OSC dans leur action, laissant peu de place au partenariat avec les administrations nationales et locales co-garantes de la durabilité de la démarche, le rôle des administrations se cantonnant à donner leur accord aux OSC pour bénéficier des fonds de soutien.

En définitive, l'ancrage dans le temps de structures multi partenariale de réflexion-décision-action fait encore défaut et compromet la durabilité des dispositifs mis en place dans le cadre de ces projets. Les comités de pilotage établis dans le cadre DES projets étant appelés à s'arrêter à la fin des projets sont insuffisants, puisque leur légitimité est limitée dans le temps. L'irrégularité des financements des OSC constitue également un handicap de manière générale interdisant de maintenir un rythme régulier d'activités, Des OSC bénéficiant d'un fonds conséquent dans le cadre d'un projet et qui s'est structurée et organisée en conséquence peut du jour au lendemain, à la fin du projet, se retrouver avec des ressources financières sans commune mesure... avec des risques importants d'effondrement.

### **Sustainability / Replication**

#### **31. Summarize the success or challenges in ensuring the project will be sustained or replicated**

Le projet a permis :

- d'identifier les barrières et les freins en matière d'organisation, de fonctionnement, de gouvernance et de capacités entravant une mise en œuvre effective de la GIZC
- d'émettre des recommandations à l'intention des OSC et des autres acteurs de la GIZC, notamment aux autorités locales et nationales qui permettront une mise en œuvre durable, efficiente et efficace de la démarche pour à lever pour une meilleure mise en œuvre de la GIZC au niveau local dans les pays du Maghreb,
- d'élaborer un guide à l'intention des OSC pour une meilleure mise en œuvre de la GIZC au niveau local

Une valorisation ultérieure pertinente à travers la communication des résultats de ce projet auprès des acteurs et des supporteurs permettra d'ajuster les futures initiatives GIZC dans les pays d'Afrique du Nord en vue d'une meilleure efficacité et durabilité. Le guide servira de support à un programme de renforcement de capacités et d'apprentissage auprès des acteurs locaux (learning by doing) qu'il serait judicieux de mettre en place en amont de toute action ou projet qui pourrait s'intégrer dans une démarche GIZC existante ou à définir.

### **32. Summarize any unplanned activities that are likely to result in increased sustainability or replicability**

La participation des deux experts mobilisés par le cabinet aux 2 événements parallèles au Coast Day 2015 organisés à Antibes les 24 et 25 septembre 2015, organisés par :

- le Conservatoire et le CAR PAP (Réunion des agences littorales) : 4 ateliers portant sur la co-construction de la gestion du littoral, les changements climatiques, la gouvernance et la biodiversité, en rapport tous les quatre avec la gestion intégrée des zones côtières
- le Plan Bleu et l'AFD : un atelier de réflexion et de partage de connaissances sur le thème de la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) visant à décliner sur le thème de la GIZC les objectifs de ce partenariat, que sont (i) la prise en compte des enjeux sociétaux et environnementaux en amont des processus de gestion des territoires littoraux et (ii) l'opérationnalisation des recommandations stratégiques proposées, dans le cadre d'un développement équilibré de ces territoires.

La participation effective et active des deux consultants à ces ateliers non prévus dans le mandat ont permis de creuser différentes pistes pour une meilleure mise en œuvre de la GIZC et d'enrichir les résultats de la mission à partir de nouvelles idées émanant des discussions.

Dans un autre cadre professionnel, les deux consultants ont achevé en 2015 l'activité « Participation des acteurs locaux dans la gestion environnementale » réalisée pour le compte du Plan Bleu. Les résultats de cette mission, principalement la démarche de planification territoriale appliquée à la GIZC a pu être capitalisée dans le cadre du présent projet.

### **Safeguards**

**33. If not listed as a separate Project Component and described above, summarize the implementation of any required action related to social, environmental, or pest management safeguards**

n/a

**Additional Comments/Recommendations**

**34. Use this space to provide any further comments or recommendations in relation to your project or CEPF**

Certaines contraintes par rapport à la GIZC sont en quelque sorte indépendante de la volonté des acteurs locaux et parfois nationaux qui pourraient contribuer à la démarche.

Ces contraintes sont en grande partie liée à la légitimité de la GIZC en tant qu'instrument de gestion durable du territoire côtier, elles sont d'ordre juridique et institutionnel et concerne l'assise formelle qui garantirait légitimité, viabilité et durabilité.

La seconde est liée à la volonté politique de manière générale pour appuyer une telle dynamique sur les territoires côtiers nationaux et à la volonté locale pour s'approprier et se mobiliser pour une gestion intégrée des territoires côtiers, l'absence d'ancrage institutionnel aux différentes échelles qui puisse diagnostiquer, planifier, mettre en œuvre, évaluer et suivre la GIZC font que les résultats des initiatives se situent en deçà des résultats souhaités et que lorsque les projets qui se succèdent ou qui se juxtaposent sur un territoire donné s'arrêtent, les efforts consentis s'étiolent et les activités et les dynamiques créées s'éteignent parfois brutalement... Des frustrations en résultent.

Les seules exceptions en matière de gouvernance locale sont les comités consultatifs ou les comités de gestion d'aires protégées, mais ces structures quand elles sont établies sont souvent inactives.

Or une GIZC effective, doit tout d'abord, pour être appropriée localement, adoptée et effectivement mise en œuvre, associer outre les gestionnaires de l'environnement, d'autres acteurs organisés tant dans la planification que dans la mise en œuvre et le suivi. D'autre part il est nécessaire que la stratégie de gestion durable du territoire en question et les plans d'action qui en découlent puissent associer dans leur réalisation les autres acteurs notamment les acteurs de la société civile. Dans une moindre mesure ils doivent pour le moins être consultés. A ce titre, les projets que pourrait financer le CEPF ou d'autres bailleurs puissent se greffer tant en ce qui concerne les aspects techniques ou de gouvernance sur des stratégies locales participatives (planification territoriale stratégique) précédée d'une cartographie et d'une évaluation des acteurs à mettre en œuvre en amont des financements des projets. Cette étape de cartographie des acteurs et de planification existe parfois sur certaines aires protégées effectuées dans le cadre de plans de gestion.

Sur un autre plan, si les projets et initiatives GIZC passées (incluant les plans de gestion des aires protégées) ont focalisé sur un appui aux instances publiques de gestion, les financements actuels du CEPF, mais également du PPI-OSCAN géré par l'UICN-MED appuient unilatéralement les organisations de la société civile. Ce qui fait que les projets réalisées dans les deux extrêmes restent cloisonnés et ne permettent que de timides passerelles entre les acteurs institutionnels et les OSC, les dynamiques privilégiant la participation sont insuffisamment « catalysées » et, dans un cas comme dans l'autre, les démarches restent cloisonnées, en inadéquation avec la participation prônée par la GIZC. Aussi, il est nécessaire que la planification des projets et des financements puissent tenir compte de ces impératifs et favoriser les projets multi-acteurs. Le cas échéant, des passerelles effectives devront être mises en place pour favoriser les synergies, les complémentarités et les partenariats de manière générale et plus particulièrement entre les institutions publiques et les OSC, les projets devraient idéalement comporter des financements dédiés à la mise en œuvre de ces partenariats.

La longévité de la GIZC est conditionnée par une gouvernance formellement ancrée et reconnue, des moyens humains, matériels et financiers nécessaires à sa mise en œuvre et souvent par un accompagnement de la démarche dans le temps. Ces composantes sont essentielles pour assurer la gestion de ces espaces côtiers. Il est indispensable que les projets mis en place considérés comme « starters » ou démonstratifs permettent d'établir une GIZC qui ne peut être considérée comme GIZC que si elle est durable dans les temps. Ces aspects doivent être pris en considération par les bailleurs mais également par les acteurs locaux qui doivent s'engager non seulement dans l'intention mais également à travers la mise en place d'instruments permettant de formaliser leurs partenariats (conventionnement, chartes, contrats de territoire) et de se donner les moyens de la mise en œuvre à travers des contrats-programme associant les acteurs impliqués)

### Additional Funding

**35. Provide details of any additional funding that supported this project and any funding secured for the project, organization, or the region, as a result of CEPF investment**  
n/a

<b>Donor</b>	<b>Type of Funding*</b>	<b>Amount</b>	<b>Notes</b>

\* Categorize the type of funding as:

- A *Project Co-Financing (other donors or your organization contribute to the direct costs of this project)*
- B *Grantee and Partner Leveraging (other donors contribute to your organization or a partner organization as a direct result of successes with this CEPF funded project)*
- C *Regional/Portfolio Leveraging (other donors make large investments in a region because of CEPF investment or successes related to this project)*

### Information Sharing and CEPF Policy

CEPF is committed to transparent operations and to helping civil society groups share experiences, lessons learned, and results. Final project completion reports are made available on our Web site, [www.cepf.net](http://www.cepf.net), and publicized in our newsletter and other communications.

Please include your full contact details below:

- 36. Name:** Sami Ben Haj
- 37. Organization:** Cabinet Sami Ben Haj
- 38. Mailing address:** [samibenhaj@yahoo.com](mailto:samibenhaj@yahoo.com)
- 39. Telephone number:** 00 216 72 425 627
- 40. E-mail address:** [sbh@thetis-conseil.com](mailto:sbh@thetis-conseil.com)